

23 janvier 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty:
Partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers
des pays en développement sans littoral et créer un nouveau
cadre mondial pour la coopération en matière de transport
en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit
Forum de haut niveau sur l'investissement
New York, 1^{er} octobre 2008

**L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT DANS LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL: TENDANCES,
POLITIQUES ET PERSPECTIVES**

Note thématique du secrétariat de la CNUCED

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
1. Contexte	3
2. Tendances récentes des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral	4
3. Contraintes et perspectives concernant les IED dans les pays en développement sans littoral	9
4. Évolution récente de la situation dans les pays en développement sans littoral concernant les flux d'IED	11
5. Perspectives	16
Annexe 1: Examens de la politique d'investissement et guides de l'investissement relatifs aux pays en développement sans littoral.....	19
Annexe 2: Information statistique sur les flux d'IED à destination et en provenance des pays en développement sans littoral	20
Notes de fin de document	33

1. Contexte

Lorsque les facteurs locaux font défaut, l'investissement étranger direct (IED) peut aider à accélérer le développement et à réduire la pauvreté par la création d'emplois, le transfert de technologie et de processus commerciaux, la connaissance des marchés d'exportation et des transferts de capitaux non générateurs de dette. Il peut également jouer un rôle fondamental dans la création des infrastructures (transports, services publics de distribution, télécommunications) qui sous-tendent l'activité économique, permettant ainsi aux pouvoirs publics de consacrer leurs faibles ressources à l'éducation, à la santé et à d'autres services sociaux de base¹. Toutefois, la plupart des pays en développement sans littoral n'ont pas réussi à attirer suffisamment d'IED pour compenser le manque de facteurs locaux et accélérer le développement économique grâce à des importations de capitaux. (Pour une liste complète des pays appartenant à la catégorie des pays en développement sans littoral, voir le tableau 2.)

Quelques-uns seulement des 31 pays en développement sans littoral bénéficient d'IED substantiels. Dans ces pays, principalement des pays riches en ressources naturelles, l'IED joue un rôle essentiel dans la restructuration et la modernisation de l'économie, en particulier dans le secteur des industries extractives. Des capacités industrielles modernisées et compétitives, souvent grâce à des capitaux étrangers, ont permis à ces pays de retirer de considérables profits de l'actuelle envolée des prix des minéraux, du pétrole et du gaz naturel. Grâce aux résultats économiques de ces quelques pays, le revenu moyen par habitant des pays en développement sans littoral est passé de 361 dollars en 2000 à 811 dollars en 2007.

Il n'en reste pas moins que la grande majorité des pays en développement sans littoral, où le revenu par habitant stagne à des niveaux bien inférieurs, demeure à l'écart des flux internationaux de capitaux. En fait, 10 pays en développement sans littoral avaient un revenu par habitant inférieur à 1 dollar par jour en 2006, ce qui les plaçait parmi les pays en développement les plus pauvres. Seize pays en développement sans littoral appartiennent également à la catégorie des pays les moins avancés². Les pays en développement sans littoral sont en retard dans la réalisation des objectifs internationaux de développement, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, et ils ne font guère de progrès dans la lutte contre l'extrême pauvreté.

La stagnation économique et la pauvreté dans ces pays expliquent notamment pourquoi les flux d'IED y sont faibles ou négligeables. L'absence d'accès territorial à la mer est en soi un formidable obstacle aux IED. Toutefois, ce handicap est aggravé par une réalité économique, sociale et institutionnelle qui fait que les investisseurs étrangers sont découragés d'investir par différents facteurs tels que l'exiguïté du marché intérieur, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la faiblesse des capacités institutionnelles pour l'élaboration et l'application des politiques économiques, et la médiocrité des infrastructures de base.

Depuis que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 1028 (XI) adoptée en 1957, a invité les États Membres à tenir pleinement compte des besoins des pays en développement sans littoral dans le domaine du commerce de transit, ces pays et leurs partenaires de développement ont déployé des efforts considérables pour mettre en œuvre des politiques et des mesures visant à améliorer les infrastructures de transport et la facilitation du commerce. L'importance de ces deux facteurs pour le développement économique a été réaffirmée à la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et

de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, tenue en 2003, dernière conférence mondiale consacrée aux problèmes des pays en développement sans littoral. C'est à cette conférence qu'a été adopté le Programme d'action d'Almaty, premier programme d'action des Nations Unies exclusivement consacré aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral³.

Le Programme d'action d'Almaty souligne l'importance des investissements du secteur privé, y compris l'IED, pour le développement des infrastructures de transport. Les efforts nationaux et internationaux dans ce domaine n'ont toutefois donné que des résultats mitigés. Les données empiriques et les analyses approfondies se rapportant aux pays qui ont réussi à surmonter les contraintes imposées par l'absence d'accès à la mer ont montré la nécessité de politiques et de mesures économiques allant au-delà des questions de transport et de facilitation du commerce.

Ce qui s'impose en fait, c'est un effort décuplé de modernisation de la base économique des pays en développement sans littoral et une meilleure intégration de ces pays dans les mécanismes commerciaux régionaux. La prise de conscience croissante que l'IED peut apporter une contribution fondamentale au développement économique de ces pays ressort également des décisions prises à la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, laquelle a donné pour mandat au secrétariat de la CNUCED de fournir des services consultatifs spécifiques, de réaliser des travaux d'analyse et de lancer des programmes de renforcement des capacités pour la promotion de l'investissement dans les pays en développement sans littoral⁴.

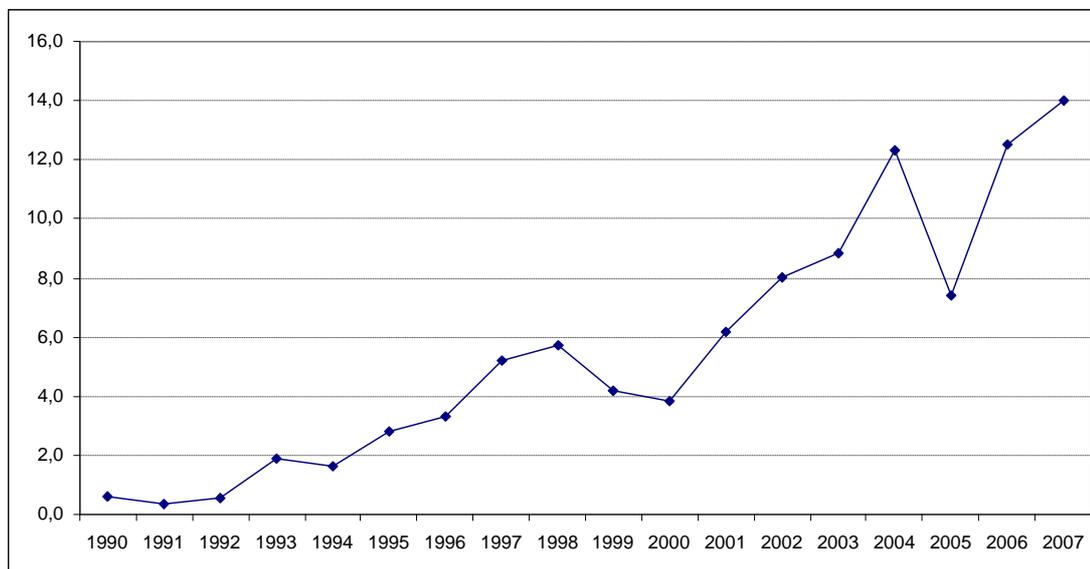
S'inspirant du Programme d'action d'Almaty, et établie conjointement par deux divisions de la CNUCED – la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, et la Division de l'investissement et des entreprises – la présente note élargit l'analyse économique et le débat sur les pays en développement sans littoral et l'IED à une plus large perspective économique que le seul développement et le seul entretien des infrastructures de transport. En s'appuyant sur les données les plus récentes concernant les flux d'investissement vers les pays en développement sans littoral et sur une vue d'ensemble de l'évolution récente de la situation, elle a pour objet d'aider à mieux comprendre: a) les tendances récentes des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral; b) les contraintes et les perspectives concernant l'IED dans ces pays; et c) l'évolution récente de la situation dans les pays en développement sans littoral concernant les flux d'IED. En conclusion sont exposées quelques idées sur les mesures que pourraient prendre les pays en développement sans littoral, leurs partenaires de développement et les organisations internationales pour augmenter et améliorer les flux d'IED vers ces pays.

2. Tendances récentes des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral

Le recul des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral en 2005, après une hausse ininterrompue depuis 2000, n'a été que temporaire. Le total des flux d'IED vers ce groupe de pays a de nouveau augmenté en 2006 et 2007, atteignant même un niveau record de 14 milliards de dollars en 2007. Les flux d'IED vers les pays en développement sans littoral ont doublé en 2007 par rapport à 2005, avec un niveau d'environ 12 % supérieur au niveau de 2006.

Figure 1

**Flux d'IED vers les pays en développement sans littoral, 1990-2007
(en milliards de dollars)**



Source: CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

La progression des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral est remarquable, à la fois dans l'absolu et par comparaison avec d'autres groupes de pays en développement. Entre 2000 et 2007, ces flux ont plus que triplé, passant de 3,9 milliards de dollars à 14 milliards. Ils ont augmenté sensiblement plus vite que le total des flux d'IED vers l'ensemble des pays en développement ou vers les pays les moins avancés (PMA). En chiffres par habitant, ils ont représenté environ 36 dollars en 2007, contre seulement 17 dollars pour les PMA.

Tableau 1

**Flux d'IED vers les pays en développement sans littoral
par comparaison avec d'autres groupes de pays**

	Stock d'IED en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) 2007	Flux d'IED en pourcentage de la formation brute de capital fixe 2007	Flux d'IED par habitant (dollars) 2007	Flux d'IED (en millions de dollars) 2007	Moyenne annuelle des flux d'IED (en millions de dollars) 2000-2007	Taux annuel moyen de croissance des flux d'IED (en pourcentage) 2000-2007
Monde	28	15	277	1 833 324	1 041 198	3,5
Pays développés	27	16	1 248	1 247 635	717 783	1,2
Pays en développement	30	13	94	499 747	291 871	8,7

	Stock d'IED en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) 2007	Flux d'IED en pourcentage de la formation brute de capital fixe 2007	Flux d'IED par habitant (dollars) 2007	Flux d'IED (en millions de dollars) 2007	Moyenne annuelle des flux d'IED (en millions de dollars) 2000-2007	Taux annuel moyen de croissance des flux d'IED (en pourcentage) 2000-2007
PMA	24	15	17	13 375	8 989	16,2
Pays en développement sans littoral	30	17	36	14 026	9 137	17,5
PMA sans littoral	24	19	15	4 146	2 250	23,0

Source: CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

Les flux d'IED vers le groupe des pays en développement sans littoral restent néanmoins très faibles en valeur absolue. La part combinée de l'ensemble de ces pays dans les flux d'IED mondiaux n'était que de 0,8 % en 2007. Singapour à elle seule a reçu plus d'IED en 2007 que la totalité des 31 pays en développement sans littoral; les flux d'IED par habitant vers Singapour ont été 100 fois supérieurs à la moyenne pour ces pays. La croissance impressionnante des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral depuis le début du XXI^e siècle doit donc être remise en perspective, en tenant compte d'un point de départ très bas.

À cela s'ajoute une différenciation de plus en plus marquée entre ces pays pour ce qui est de leur capacité d'attirer l'IED. L'essentiel du stock d'IED dans les pays en développement sans littoral est concentré dans un tout petit nombre de pays: cinq pays en représentent les deux tiers environ, avec une part de plus de 40 % pour le seul Kazakhstan.

Ces importantes différences concernant le stock d'IED correspondent à des situations aussi très différentes pour ce qui est des flux d'IED. Pendant de nombreuses années, les flux d'IED sont allés principalement vers quelques pays en développement sans littoral riches en ressources naturelles et économiquement plus avancés. En 2007, le Kazakhstan a représenté à lui seul 73 % de l'ensemble de flux d'IED vers ces pays. En revanche, les flux vers les petits pays, les pays avec peu de ressources naturelles exploitables et les pays à faible revenu par habitant ont été insignifiants. Quinze pays en développement sans littoral, soit la moitié des pays du groupe, ont reçu moins de 12 % du total des flux vers ces pays en 2007. Si l'on exclut le Kazakhstan, la moyenne des flux d'IED par habitant vers le groupe des pays en développement sans littoral est inférieure à la moyenne pour les PMA. Les importantes sorties d'IED d'Azerbaïdjan, phénomène qui dure depuis plusieurs années, sont également remarquables.

Tableau 2
Stock d'IED et flux d'IED dans les pays en développement
sans littoral, 2000-2007

	Stock d'IED, 2007 (en millions de dollars)	Stock d'IED en pourcentage du PIB, 2007	Stock d'IED par habitant, 2007 (en dollars)	Flux annuels moyens d'IED, 2000-2006 (en millions de dollars)	Flux d'IED, 2007 (en millions de dollars)	Part du total des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral, 2007 (en pourcentage)	Flux d'IED par habitant, 2007 (en dollars)
Afghanistan	1 115,8	11,4	41,1	115,8	288,4	2,1	10,6
Arménie	2 447,6	32,1	815,3	192,3	660,7	4,7	220,1
Azerbaïdjan	6 597,6	22,0	779,2	1 354,7	-4 817,0	-34,3	-568,9
Bhoutan	105,9	8,4	161,0	3,3	78,3	0,6	119,0
Bolivie	5 323,1	44,1	558,9	342,1	204,2	1,5	21,4
Botswana	1 300,0	13,1	690,8	296,3	494,9	3,5	263,0
Burkina Faso	769,6	11,3	52,1	22,2	600,0	4,3	40,6
Burundi	47,6	4,7	5,6	1,8	0,1	0,0	0,0
Éthiopie	3 620,1	21,8	43,6	365,6	254,1	1,8	3,1
ex-République yougoslave de Macédoine	3 083,5	41,2	1513,0	247,1	319,7	2,3	156,9
Kazakhstan	43 381,3	46,3	2 812,9	3 021,7	10 259,4	73,1	665,2
Kirghizistan	818,5	22,0	153,9	64,7	207,9	1,5	39,1
Lesotho	734,9	47,5	366,0	47,3	105,7	0,8	52,6
Malawi	590,3	23,8	42,4	46,8	54,6	0,4	3,9
Mali	1 325,6	19,3	107,5	141,2	360,0	2,6	29,2
Mongolie	1 326,4	35,7	504,5	124,4	327,7	2,3	124,6
Népal	126,2	1,3	4,5	3,5	5,7	0,0	0,2
Niger	188,1	4,7	13,2	20,8	27,0	0,2	1,9
Ouganda	2 909,2	23,5	94,2	256,4	367,9	2,6	11,9
Ouzbékistan	1 648,4	8,7	60,2	109,0	262,0	1,9	9,6
Paraguay	2 003,4	17,3	327,0	69,5	189,9	1,4	31,0
République centrafricaine	204,2	12,3	47,0	10,5	27,2	0,2	6,3
République démocratique populaire lao	1 179,8	28,2	201,4	47,8	323,5	2,3	55,2
République de Moldova	1 812,8	43,6	477,8	139,9	459,3	3,3	121,1
Rwanda	170,2	6,0	17,5	10,2	67,2	0,5	6,9
Swaziland	888,5	30,7	778,7	31,9	37,5	0,3	32,9

	Stock d'IED, 2007 (en millions de dollars)	Stock d'IED en pourcentage du PIB, 2007	Stock d'IED par habitant, 2007 (en dollars)	Flux annuels moyens d'IED, 2000-2006 (en millions de dollars)	Flux d'IED, 2007 (en millions de dollars)	Part du total des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral, 2007 (en pourcentage)	Flux d'IED par habitant, 2007 (en dollars)
Tadjikistan	1 045,9	32,7	155,3	106,8	400,6	2,9	59,5
Tchad	5 084,9	69,7	471,7	574,2	602,8	4,3	55,9
Turkménistan	3 928,0	49,6	791,1	329,4	804,0	5,7	161,9
Zambie	5 375,1	47,7	450,9	311,5	983,9	7,0	82,5
Zimbabwe	1 492,0	n/a	111,8	29,7	68,9	0,5	5,2
Tous pays en développement sans littoral	100 644,6	30,2	258,0	8 438,5	14 026,2		35,5

Source: CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

Bien qu'on ne dispose pas de données agrégées récentes sur la répartition sectorielle et industrielle des flux d'IED vers les pays en développement sans littoral, de précédentes études consacrées à quelques-uns de ces pays indiquent une concentration dans les secteurs primaire et secondaire⁵. La part élevée de pays exportateurs de produits de base – en particulier les pays d'Asie centrale, le Tchad et la Zambie – dans le total des flux d'IED pour la période récente confirme cette observation.

Cette situation contraste avec la tendance générale des IED observée au cours du dernier quart de siècle – prédilection pour le secteur des services – et apparaît paradoxale si l'on considère le handicap des pays en développement sans littoral en matière de transports. Des activités économiques défavorisées par l'éloignement des ports maritimes et des marchés ont été la cible privilégiée des IED dans ces pays, alors que la fourniture de services – qui est moins tributaire des distances – a largement été ignorée.

Plusieurs facteurs peuvent toutefois expliquer ce paradoxe. Premièrement, de nombreux pays en développement sans littoral n'ont pas les capacités humaines et institutionnelles – main-d'œuvre qualifiée, compétences de gestion, savoir-faire et infrastructures techniques – nécessaires à la production et à la commercialisation au niveau international de services de qualité. Toute amélioration en la matière dépend souvent d'investissements dans l'éducation et la formation professionnelle, qui n'intéressent pas des investisseurs guidés par le profit. Deuxièmement, de nombreux pays en développement sans littoral ont libéralisé les secteurs de production de marchandises de leur économie, mais la libéralisation du secteur des services a souvent été à la traîne. Et troisièmement, les abondants gisements de pétrole et de gaz naturel que possèdent plusieurs de ces pays ont attiré des IED axés sur la valorisation des ressources naturelles. Ces IED profitent d'une forte demande mondiale et de prix élevés, ainsi que d'un acheminement relativement économique par oléoducs et gazoducs vers les points de transbordement dans les ports maritimes ou directement vers les marchés consommateurs finals.

3. Contraintes et perspectives concernant les IED dans les pays en développement sans littoral

La marginalisation des pays en développement sans littoral dans les flux mondiaux d'IED tient à une combinaison de facteurs dissuasifs comprenant handicaps géostratégiques et contraintes économiques. Les handicaps géostratégiques sont l'isolement géographique, l'absence d'accès territorial à la mer et l'éloignement des marchés, tandis que les contraintes économiques englobent les déséconomies d'échelle en raison de l'étroitesse du marché intérieur, le manque de ressources naturelles, les pénuries de ressources humaines qualifiées et la faiblesse des capacités institutionnelles, ainsi que des politiques macroéconomiques défavorables et une réglementation qui limite, voire interdit, les IED dans divers secteurs⁶.

Des coûts de transaction élevés en raison de la situation des transports constituent une désincitation particulièrement forte à l'investissement. Un secteur des transports non compétitif, des infrastructures de transport peu fiables et des services de télécommunications laissant à désirer font que les coûts de transaction sont beaucoup plus élevés dans les pays en développement sans littoral que partout ailleurs dans le monde. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement sans littoral d'Afrique. Mesurés par un ratio fret/importations, les coûts de fret représentaient pour 18 des 30 pays en développement sans littoral étudiés 10 % ou plus de la valeur des marchandises commercialisées, plus de 20 % pour 7 pays africains et entre 25 et 43 % pour 5 pays africains⁷.

Toutefois, les coûts de fret ne représentent qu'une partie des surcoûts de transaction imputables à l'isolement géographique. Les coûts associés aux retards et au faible niveau de fiabilité et de prévisibilité des transports pèsent aussi lourdement sur des chaînes de production reposant sur l'efficacité économique et la livraison en juste à temps⁸.

En fait, des itinéraires de transport dotés d'infrastructures médiocres et d'une faible capacité de transport en transit ne peuvent aucunement intéresser des sociétés transnationales qui cherchent à délocaliser partout dans le monde leurs activités lorsque cela accroît leur compétitivité. Les IED ainsi axés sur la recherche de gains d'efficacité s'orientent principalement vers des secteurs à vocation exportatrice, où ils visent à exploiter les avantages comparatifs de centres de production situés dans différents lieux géographiques. Cette stratégie implique une externalisation, une spécialisation et un intense commerce intragroupe entre les filiales des STN, ce qui signifie que les infrastructures et la capacité d'assurer une production et une livraison rapides et économiques des marchandises sont des éléments essentiels des décisions d'investissement⁹.

En outre, pour se couvrir contre les risques liés au transport et au transit, les entreprises devraient prendre des mesures préventives – augmenter les stocks, changer de mode de transport (par exemple, passer d'un transport terrestre à un transport aérien) – dont le coût pourrait rendre caducs les avantages économiques attendus de l'investissement dans ces pays.

Toutefois, des coûts de transaction plus élevés ne sont pas le seul facteur dissuasif de l'IED dans les pays en développement sans littoral. Certains IED sont motivés par la recherche de nouveaux marchés, avec pour critères la taille du ou des marchés et leur potentiel de croissance¹⁰. Vus sous cet angle, la plupart des pays en développement sans littoral ne sont pas particulièrement attrayants, car ils n'offrent généralement que de petits marchés. Le produit

intérieur brut (PIB) par habitant de ces pays représente un quart environ du PIB par habitant de l'ensemble des pays en développement, à l'exclusion de la Chine. De plus, 16 pays en développement sans littoral sont aussi des PMA, ce qui implique un faible pouvoir d'achat par habitant, un marché intérieur étroit, des secteurs sociaux déficients et une vulnérabilité économique aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques.

En fait, la plupart des IED dans les pays en développement sans littoral peuvent être classés dans la catégorie des investissements consacrés à l'exploitation des ressources naturelles. Des coûts locaux de production relativement bas, une infrastructure de transport efficace pour l'exportation et un niveau élevé des prix internationaux des produits de base peuvent l'emporter sur les risques et les coûts associés à l'éloignement des marchés. De plus, la concentration des IED dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel de ces pays montre que les contraintes pesant sur l'investissement international et le commerce international sont moindres lorsque la valeur des biens exportés est élevée par rapport aux coûts de transport, et lorsqu'il existe des services de transport économiques et efficaces.

Cela signifie-t-il que les pays en développement sans littoral qui ne possèdent pas de vastes gisements de minéraux ou de produits de base énergétiques sont condamnés à être marginalisés en termes de flux d'IED et à être ainsi privés d'un important facteur de croissance économique et de développement? Des données empiriques concernant plusieurs petits pays sans littoral, pauvres en ressources naturelles, qui ont réussi à adapter leur économie à leurs contraintes géographiques montrent que ces pays peuvent attirer d'importants flux d'IED. Des pays tels que l'Autriche, le Luxembourg et la Suisse bénéficient depuis de nombreuses décennies de flux réguliers et importants d'IED. Plus récemment, des pays sans littoral en transition tels que la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie ont accueilli des flux d'IED comparables à ceux qui allaient vers des pays voisins possédant une façade maritime. Outre la restructuration économique, d'autres facteurs tels que la proximité d'un grand bloc commercial régional, la coopération avec un tel bloc et l'intégration économique régionale avaient aussi aidé ces pays à attirer des IED.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'expérience de ces pays sans littoral:

- Une distinction doit être établie entre l'impact des contraintes géographiques sur l'accueil des IED et les obstacles économiques et institutionnels qui nuisent à l'attractivité des pays;
- Les obstacles géographiques à l'IED peuvent être compensés par un environnement favorable à l'investissement, caractérisé par une situation économique, juridique et institutionnelle stable, une main-d'œuvre qualifiée et flexible, un régime fiscal et un régime de taux de change compétitifs, des politiques libérales concernant les mouvements de capitaux, et des efforts continus pour améliorer les capacités humaines et institutionnelles;
- Des choix d'orientation stratégique devraient permettre aux pays en développement sans littoral d'attirer des IED vers des industries et des activités pour lesquelles l'éloignement des marchés est un facteur négligeable. Cela vaut pour des services et la production de biens à forte valeur ajoutée. Dans ce contexte, un enjeu majeur est le

développement d'activités permettant à ces pays de participer à l'économie internationale des services et du savoir;

- Les technologies modernes de l'information et de la communication (TIC) sont devenues indispensables dans une économie mondialisée. Les pays sans littoral qui ont réussi à surmonter leurs handicaps ont libéralisé leur secteur des télécommunications et mobilisé de considérables investissements publics et privés pour se doter de réseaux de télécommunication à haut débit. De plus, un secteur des télécommunications dynamique non seulement aide à surmonter les handicaps géographiques au niveau des contacts internationaux, mais facilite aussi le développement d'activités économiques non traditionnelles reposant sur l'utilisation de services de TIC;
- Les pays sans littoral économiquement dynamiques sont membres d'organisations régionales d'intégration économique ou entretiennent d'étroites relations de coopération économique avec de telles organisations. De vigoureux processus de coopération et d'intégration régionales, créant de grands marchés à fort pouvoir d'achat, ont quasiment effacé les handicaps géographiques et économiques liés à leur situation.

4. Évolution récente de la situation dans les pays en développement sans littoral concernant les flux d'IED

Les gouvernements des pays en développement sans littoral ont progressivement compris que les IED pouvaient jouer un rôle fondamental en tant que source de capitaux, de savoir-faire, de technologie et d'accès aux marchés internationaux, ainsi que pour la réalisation d'objectifs sociaux tels que la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Beaucoup de ces pays ont entrepris d'appliquer des politiques visant à attirer davantage d'IED, en fournissant des garanties aux investisseurs ainsi que des incitations budgétaires, en garantissant un traitement national, en autorisant le rapatriement des bénéfices et en simplifiant les procédures administratives. Dans le cadre des politiques de libéralisation économique, les réglementations régissant l'IED ont été modifiées et de nouveaux secteurs économiques ont été ouverts au secteur privé. Les gouvernements sont de plus en plus disposés à coopérer avec des investisseurs étrangers, parfois dans le cadre de partenariats public-privé.

D'après l'enquête annuelle de la CNUCED sur les modifications apportées aux législations et réglementations nationales, 13 pays en développement sans littoral ont apporté 28 modifications à leur réglementation de l'IED en 2002-2003, au cours des mois ayant précédé l'adoption du Programme d'action d'Almaty. L'écrasante majorité de ces modifications réglementaires (quelque 85 %) encourageait les entrées d'IED. Environ 35 % des mesures prises concernaient la promotion des investissements et 28 % avaient un caractère sectoriel. Au cours de la période 2006-2007, 24 pays en développement sans littoral ont apporté 49 modifications à leurs législations et réglementations. La part des mesures réglementaires encourageant l'IED est tombée à 60 %, tandis que celle des mesures portant sur la promotion de l'investissement et la part des modifications de nature sectorielle restaient largement inchangées, à 34 % et 30 %, respectivement.

Un grand nombre de mesures récentes de libéralisation sectorielle offrant des possibilités aux investisseurs étrangers a concerné les services publics de distribution et le secteur des services. Par exemple, le Botswana, le Burkina Faso et le Burundi ont adopté des dispositions législatives en 2006 autorisant une participation étrangère partielle ou totale dans le secteur des télécommunications; l'Éthiopie a approuvé des concessions étrangères pour ses transports ferroviaires et le Swaziland a ouvert son secteur des assurances aux IED¹¹.

Plusieurs pays en développement sans littoral ont facilité l'entrée ou l'établissement d'investisseurs étrangers sur leur territoire en créant des conseils consultatifs pour la promotion de l'investissement ou des guichets uniques pour les nouvelles entreprises. D'autres mesures récemment adoptées pour attirer l'IED concernent des réductions fiscales (Lesotho) et la création de zones ou parcs spécialisés (Botswana). La Mongolie a révisé son régime fiscal en vue d'améliorer les conditions d'investissement, en réduisant notamment le taux de l'impôt sur les sociétés.

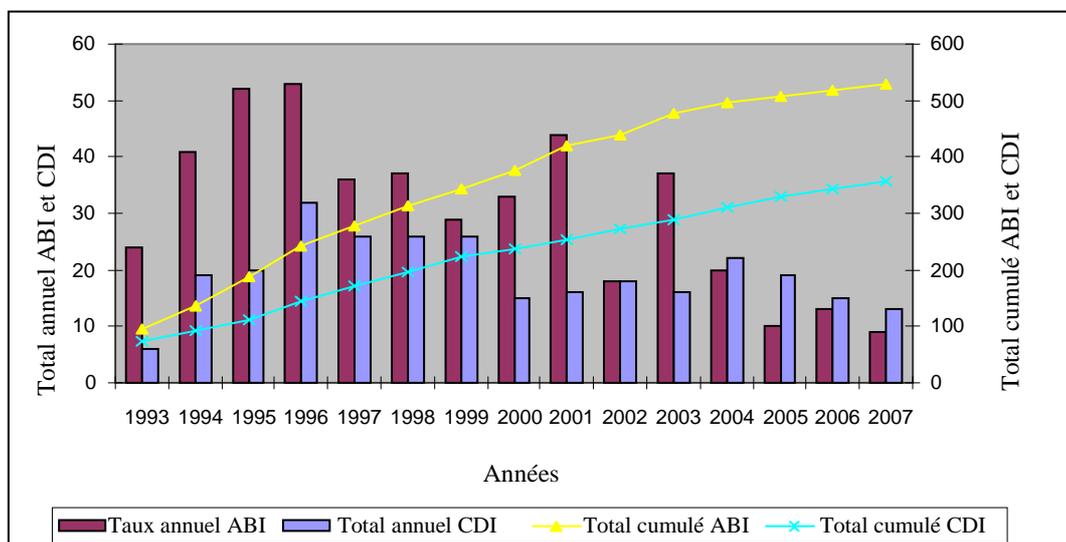
Toutefois, la proportion des modifications favorables à l'IED est tombée à 70 % en 2006-2007. Des changements moins favorables visaient à accroître la part locale des profits générés par l'IED ou à protéger les entreprises locales de la concurrence extérieure. Par exemple, la Zambie a relevé le niveau de diverses taxes et redevances, et le Swaziland a décidé de réserver le commerce de détail à des entreprises locales. En Bolivie, où la plupart des sociétés avaient gelé leurs investissements après le décret sur la nationalisation des ressources pétrolières et gazières adopté en mai 2006 par le Gouvernement, toutes les STN étrangères ont accepté de transformer leurs contrats de partage de la production en contrats d'exploitation et de laisser le contrôle des ventes à la société pétrolière d'État bolivienne, YPF¹².

Tous les pays en développement sans littoral à l'exception du Bhoutan ont signé des accords bilatéraux d'investissement (ABI). La République de Moldova, avec 38 ABI, est le pays qui a signé le plus grand nombre d'accords à ce jour. Les pays en développement sans littoral membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) sont ceux qui ont conclu le plus grand nombre d'ABI au cours de la dernière décennie; en moyenne, ils ont signé 29 ABI chacun entre 1992 et 2007. Dans le même ordre d'idées, les 15 pays en développement sans littoral africains avaient signé 158 ABI fin 2007; avec 27 accords, le Zimbabwe occupe la première place de ce groupe. Au total, les pays en développement sans littoral avaient signé 528 ABI fin 2007 (voir la figure 2).

De même, à l'exception du Bhoutan et du Lesotho, les pays en développement sans littoral ont signé de nombreuses conventions de double imposition (CDI), principalement avec des pays développés. Entre 2001 et 2007, 19 pays en développement sans littoral ont signé 126 CDI, portant le nombre total de CDI conclus par le groupe à 357. La République de Moldova arrive en tête avec 42 CDI, suivie par le Kazakhstan (37). En Afrique, la Zambie occupe la première place, avec 19 CDI signés fin 2007.

Figure 2

Nombre d'ABI et de CDI signés par des pays en développement sans littoral, total annuel et total cumulé, 1993-2007



Source: CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales.

Les pays en développement sans littoral ont également conclu des accords internationaux d'investissement autres que des ABI et des CDI. Entre 2000 et 2007, ils ont signé 16 accords d'intégration économique (non compris les accords signés en tant que membres d'une organisation régionale d'intégration économique). La plupart de ces accords étaient des accords de coopération avec l'Union européenne et des accords-cadres de commerce et d'investissement avec les États-Unis d'Amérique.

Les partenaires de développement ont également soutenu les pays en développement sans littoral en libéralisant l'accès aux marchés pour certains produits originaires de ces pays. Les principales initiatives à cet égard sont l'initiative «Tout sauf les armes» de l'Union européenne et la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA-African Growth and Opportunity Act) des États-Unis d'Amérique.

L'initiative «Tout sauf les armes» prévoit un accès en franchise et hors contingent pour les produits exportés par les PMA – dont 16 sont des pays sans littoral – à l'exception des armes et des munitions. La loi des États-Unis¹³ accorde un accès préférentiel au marché des États-Unis, en particulier pour les vêtements et les textiles, à un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, dont 13 pays sans littoral. En outre, le programme AGOA III encourage les investissements dans des projets d'infrastructure, y compris dans les transports, les TIC et l'agriculture, ainsi que la conclusion d'accords bilatéraux d'investissement. Bien que ces mesures n'aient pas été prises expressément pour aider les pays en développement sans littoral à attirer des IED, l'accès préférentiel aux marchés peut constituer pour ces pays un avantage crucial lorsque les investisseurs étrangers ont à prendre des décisions d'investissement.

De nombreux pays en développement sans littoral ont également renforcé leurs institutions chargées d'élaborer les politiques et les stratégies de promotion de l'investissement. Actuellement, 27 de ces pays¹⁴ ont un organisme national de promotion de l'investissement, dont la fonction première est de promouvoir leur pays en tant que destination pour l'investissement international. La plupart de ces organismes sont membres de l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA), ce qui leur permet de profiter des activités du réseau mondial de l'Association et de programmes de formation et d'information relatifs à l'IED.

Les organismes régionaux d'intégration économique aident à surmonter plusieurs contraintes géographiques et économiques pesant sur les flux d'IED. Actuellement, des pays en développement sans littoral sont membres d'une douzaine d'organisations régionales dont les statuts comportent des dispositions relatives à l'investissement¹⁵. Beaucoup ont adopté des accords commerciaux régionaux pour libéraliser le commerce entre leurs États membres en abolissant les droits de douane et en éliminant les obstacles non tarifaires.

Tableau 3

Appartenance de pays en développement sans littoral à diverses organisations régionales d'intégration économique et à divers accords d'intégration économique

Pays	Organisations régionales d'intégration économique, avec des dispositions relatives à l'investissement	Accords bilatéraux et interrégionaux d'intégration économique, avec des dispositions relatives à l'investissement
Afghanistan		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Bhoutan	BIMSTEC, ASACR	
Bolivie	Communauté andine	Accord de coopération entre la Communauté européenne et la Communauté andine (2003); Accord sur le commerce et la promotion de l'investissement avec la République d'Argentine (2004); Accord de complémentarité économique avec le Pérou (2004)
Botswana	COMESA, SADC	
Burkina Faso	CEDEAO, UEMAO	
Burundi	CEPGL	
Éthiopie	COMESA	
ex-République yougoslave de Macédoine	ALEEC	Accord de libre-échange avec les États membres de l'Association européenne de libre-échange (2000); Accord d'association et de stabilisation avec la Communauté européenne (2001); Accord de libre-échange de l'Europe centrale (2006)

Pays	Organisations régionales d'intégration économique, avec des dispositions relatives à l'investissement	Accords bilatéraux et interrégionaux d'intégration économique, avec des dispositions relatives à l'investissement
Kazakhstan		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Lesotho	COMESA	
Malawi	COMESA, SADC	
Mali	CEDEAO, UEMAO	
Mongolie		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Népal	BIMSTEC, ASACR	
Niger	CEDEAO, UEMAO	
Ouganda	COMESA	
Ouzbékistan		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Paraguay	Mercosur	Accord de complémentarité économique entre le MERCOSUR et la Communauté andine (2003)
République centrafricaine	CEMAC	
République démocratique populaire lao	ASEAN	Accord de relations commerciales avec les États-Unis (2003)
République de Moldova	ALEEC	Accord de libre-échange de l'Europe centrale (2006)
Rwanda	CEPGL	Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2006)
Swaziland	SADC	
Tadjikistan		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Tchad	CEMAC	
Turkménistan		Accord-cadre de commerce et d'investissement avec les États-Unis (2004)
Zambie	SADC, COMESA	
Zimbabwe	SADC, COMESA	

5. Perspectives

Attirer des IED pour le développement restera un formidable défi pour la plupart des pays en développement sans littoral. D'après l'analyse qui vient d'être faite, le meilleur choix semble être la poursuite de deux stratégies complémentaires. La première porterait sur la mise en œuvre de politiques et de mesures ciblant les facteurs qui rendent les pays en développement sans littoral peu attrayants pour l'IED. La seconde consisterait à éviter des coûts de transaction excessifs et autres obstacles au commerce international liés à l'absence de littoral en attirant des IED dans des secteurs d'activité économique moins sensibles à l'éloignement des marchés.

La mise en œuvre de la première stratégie est une tâche à la fois complexe et titanesque. Le Programme d'action d'Almaty préconise une série de mesures qui visent directement à remédier aux obstacles à l'IED associés à l'absence d'accès à la mer et s'intègre parfaitement dans la première stratégie. D'où l'importance d'une application intégrale et effective de ce programme d'action.

Les principales politiques et mesures seraient les suivantes:

- Modernisation des infrastructures de transport et de communication. Le Programme d'action d'Almaty énumère sept secteurs prioritaires pour le développement et l'entretien des infrastructures: transports ferroviaires, transports routiers, ports, voies navigables intérieures, oléoducs et gazoducs, transports aériens et communications. Ces secteurs d'infrastructure sont des domaines d'IED en eux-mêmes, et les pays en développement sans littoral pourraient y attirer des investisseurs s'ils peuvent leur offrir un faible risque politique, de plus vastes marchés grâce à l'intégration régionale et des possibilités de cofinancement;
- Réforme institutionnelle et efforts continus pour améliorer l'environnement général de l'IED. L'objectif ultime serait d'attirer des flux d'IED plus importants et plus diversifiés en facilitant l'entrée, l'établissement et le maintien de l'IED dans les pays;
- Meilleure intégration des pays en développement sans littoral dans les mécanismes régionaux de coopération et d'intégration, en vue d'améliorer leurs liaisons économiques terrestres. Comme il est souligné dans le Programme d'action d'Almaty, la coopération et l'intégration régionales permettent de lever les contraintes liées à la dimension des marchés et autres contraintes pesant sur l'IED et contribuent à créer des conditions mutuellement avantageuses pour les pays en développement sans littoral et les pays voisins de transit, en particulier pour la réalisation de projets d'infrastructure de transport;
- Partenariats public-privé pour le développement d'infrastructures de transport et de systèmes de transport en transit efficaces. La communauté internationale – institutions de financement et de développement et pays donateurs, notamment – devrait s'associer à ces partenariats en fournissant une assistance financière et technique et en proposant des activités de renforcement des capacités pour la négociation et la gestion publiques de telles initiatives.

La seconde stratégie exige une restructuration économique visant à la production spécialisée de biens et services marchands moins sensibles aux coûts de transport et aux distances. Les pays en développement sans littoral devraient encourager l'IED dans des services tels que le tourisme, les services d'arrière guichet et, dans certains cas, les services bancaires et autres services financiers. Pour ce qui est des activités manufacturières, ils devraient promouvoir la production de biens peu volumineux et chers, tels que des instruments de haute précision, des composants informatiques ou des produits pharmaceutiques. Dans le secteur agricole, ils devraient cibler des produits à forte valeur, tels que fleurs coupées ou fruits et légumes de contre-saison, qui se prêtent à un transport aérien rapide et économique.

Les politiques et les mesures relevant de cette stratégie seraient les suivantes:

- Faciliter l'entrée, l'établissement et la protection de l'IED dans ces secteurs;
- Mettre en place des mécanismes d'incitation ciblés pour les activités économiques considérées – exonérations et allègements fiscaux, partenariats avec des institutions de R-D, subventions à la création d'emplois, aide financière pour l'acquisition de locaux industriels ou commerciaux ou d'installations de R-D. Il faudrait toutefois agir avec prudence, en tenant compte des incidences à long terme sur les recettes publiques;
- Accroître et améliorer la main-d'œuvre locale pour attirer des IED dans des secteurs ayant besoin d'une main-d'œuvre compétente et spécialisée ainsi que d'institutions techniques et de centres de recherche travaillant sur la mise au point de biens marchands, conformément aux objectifs de la stratégie;
- Réaliser des efforts concertés de promotion de l'investissement, pour cibler les industries et les entreprises sélectionnées par les gouvernements des pays en développement sans littoral, et exécuter, aux niveaux national et local, des programmes de facilitation et de suivi de l'investissement, pour contribuer au lancement et à l'exploitation de nouveaux projets.

Bien que ce soit d'abord et avant tout aux gouvernements des pays en développement sans littoral eux-mêmes de rendre les conditions d'investissement intéressantes pour les investisseurs étrangers, les pays d'origine des investisseurs doivent soutenir leurs efforts. En fait, de nombreux gouvernements de pays d'origine encouragent les investissements dans les pays en développement sans littoral de leurs grandes sociétés par diverses mesures d'incitation économiques, financières et juridiques: garanties des investissements, cofinancement, allègements fiscaux, information sur les possibilités d'investissement dans les pays en développement sans littoral, signature d'accords d'investissement et de conventions de double imposition avec ces pays.

Le Programme d'action d'Almaty préconise en outre des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, national et étranger, pour la réalisation de ses objectifs fondamentaux. Ces partenariats sont également importants pour créer de nouvelles possibilités d'investissement et devraient être activement recherchés aussi bien par les gouvernements des pays en développement sans littoral que par leurs partenaires de développement bilatéraux ou multilatéraux.

La priorité 4 du Programme d'action d'Almaty attribue un rôle fondamental à la communauté internationale pour la mise en œuvre du Programme, y compris la promotion de l'IED pour le développement. Les organismes compétents du système des Nations Unies, dont la CNUCED, la Banque mondiale, les commissions régionales et autres partenaires de développement multilatéraux, devraient aider plus activement les pays en développement sans littoral à créer des conditions permettant d'attirer davantage d'IED. Les mesures à engager seraient les suivantes: services consultatifs, formation aux meilleures pratiques pour la promotion de l'investissement et diffusion de ces meilleures pratiques, examens des politiques d'investissement et conseils en la matière, analyses économiques des possibilités d'investissement, organisation de réunions régionales et sectorielles d'investisseurs, assistance pour la mise en place de véritables partenariats public-privé, et autres mesures de sensibilisation aux besoins des pays en développement sans littoral en matière d'IED et aux possibilités d'investissement dans ces pays.

Annexe 1

Examens de la politique d'investissement et guides de l'investissement relatifs aux pays en développement sans littoral

List of investment policy reviews and investment guides for LLDCs

CNUCED, Investment Policy Review, Zambia, 2006, UNCTAD/ITE/IPC/2006/14

CNUCED, Examen de la politique d'investissement du Rwanda, 2006,
UNCTAD/ITE/IPC/2006/11

CNUCED, Investment Policy Review, Botswana, 2003, UNCTAD/ITE/IPC/Misc.10

CNUCED, Investment Policy Review, Lesotho, 2003, UNCTAD/ITE/IPC/2003/4

CNUCED, Investment Policy Review, Nepal, 2003, UNCTAD/ITE/MISC/2003/1/Rev.1

CNUCED, Investment Policy Review, Ethiopia, 2002, UNCTAD/ITE/IPC/Misc.4

CNUCED, Investment Policy Review, Uganda, 2000, UNCTAD/ITE/IIP/Misc.17

CNUCED, Investment Policy Review, Uzbekistan, 1999, UNCTAD/ITE/IIP/Misc.13

CNUCED/CCI, Le guide de l'investissement au Rwanda, 2006, UNCTAD/ITE/IIA/2006/3

CNUCED/CCI, Le guide de l'investissement au Mali, 2006, UNCTAD/ITE/IIA/2006/2

CNUCED/CCI, An Investment Guide to Uganda, 2004, UNCTAD/ITE/IIA/2004/3

CNUCED/CCI, An Investment Guide to Ethiopia, 2004, UNCTAD/ITE/IIA/2004/2

CNUCED/CCI, An Investment Guide to Nepal, 2003, UNCTAD/ITE/IIA/2003/2

Annexe 2

Information statistique sur les flux d'IED à destination et en provenance des pays en développement sans littoral

Tableau A1: Entrées et sorties d'IED

Tableau A2: Stocks intérieurs et extérieurs d'IED

Tableau A3: Entrées et sorties d'IED en pourcentage de la formation brute de capital fixe

Tableau A4: Stocks intérieurs et extérieurs d'IED en pourcentage du produit intérieur brut

Tableau A5: Fusions-acquisitions internationales, 1990-2007

Tableau A6: Classement des pays en fonction de l'indicateur de performance des entrées d'IED, de l'indicateur du potentiel d'accueil d'IED et de l'indicateur de performance des sorties d'IED, 2005-2007

Explications pour le tableau A6:

L'indicateur de performance des entrées d'IED de la CNUCED mesure la quantité d'IED qu'un pays reçoit par rapport à sa dimension économique. Il est calculé en tant que ratio de la part d'un pays dans les flux mondiaux d'IED sur sa part du PIB mondial. L'indicateur de performance des sorties d'IED est calculé de la manière: c'est la part d'un pays dans les sorties mondiales d'IED, rapportée à sa part du PIB mondial. L'indicateur du potentiel d'accueil d'IED repose sur 12 variables économiques et structurelles, auxquelles est attribuée une note dans une fourchette de 0 à 1 (données brutes disponibles à l'adresse <http://www.unctad.org/wir>). C'est la moyenne non pondérée des notes ainsi attribuées aux variables suivantes: PIB par habitant, taux de croissance du PIB réel, part des exportations dans le PIB, infrastructure de télécommunications (nombre moyen de lignes de téléphone pour 100 habitants, nombre moyen de téléphones mobiles pour 100 habitants), consommation d'énergie commerciale par habitant, part des dépenses de R-D dans le revenu national brut, proportion d'étudiants de troisième niveau dans la population, risque pays, exportations de ressources naturelles en pourcentage du total mondial, importations de pièces et composants pour les industries électroniques et automobiles en pourcentage du total mondial, exportations de services en pourcentage du total mondial, et stock intérieur d'IED en pourcentage du total mondial.

Source des données pour les tableaux A1 à A6: base de données sur les IED de la CNUCED – <http://www.unctad.org/fdistatistics>.

Tableau A1
Entrées et sorties d'IED
(en millions de dollars)

Pays	Entrées d'IED			Sorties d'IED		
	2000-2005 (moyenne annuelle)	2006	2007	2000-2005 (moyenne annuelle)	2006	2007
Afghanistan	95	242	288	0	..	..
Arménie	149	453	661	2	3	-3
Azerbaïdjan	1681	-601	-4 817	616	705	286
Bhoutan	3	6	78	0	..	..
Bolivie	352	281	204	3	3	4
Botswana	264	489	495	109	51	51
Burkina Faso	20	34	600	-1	1	-3
Burundi	2	0	0	0	..	..
Éthiopie	336	545	254	0	..	..
ex-République yougoslave de Macédoine	218	424	320	1	0	-1
Kazakhstan	2 488	6 224	10 259	-190	-387	3161
Kirghizistan	45	182	208	9	0	0
Lesotho	40	92	106	0	..	..
Malawi	50	30	55	1	1	1
Mali	151	83	360	4	1	1
Mongolie	97	290	328	0	..	..
Népal	5	-7	6	0	..	..
Niger	16	51	27	-1	-1	1
Ouganda	232	400	368	0	..	..
Ouzbékistan	95	195	262	0	..	..
Paraguay	53	170	190	5	4	8
République centrafricaine	9	18	27	0	..	..
République démocratique populaire lao	25	187	324	1	..	..
République de Moldova	123	242	459	1	-1	12
Rwanda	9	16	67	0	14	13
Swaziland	31	36	37	-3	2	3

Pays	Entrées d'IED			Sorties d'IED		
	2000-2005 (moyenne annuelle)	2006	2007	2000-2005 (moyenne annuelle)	2006	2007
Tadjikistan	68	339	401	0	..	..
Tchad	553	700	603	0	..	..
Turkménistan	262	731	804	0	..	..
Zambie	261	616	984	0	..	..
Zimbabwe	28	40	69	3	0	3
Pays en développement sans littoral	7 761	12 506	14 026	559	397	3 535
Pays en développement	237 038	412 990	499 747	91 653	212 258	253 145
Monde	847 541	1 411 018	1 833 324	814 013	1 323 150	1 996 514

Tableau A2
Stocks intérieurs et extérieurs d'IED
(en millions de dollars)

Pays	Stock intérieur			Stock extérieur		
	1995	2000	2007	1995	2000	2007
Afghanistan	12	17	1 116	..	..	..
Arménie	66	583	2 448	..	1	13
Azerbaïdjan	330	3 735	6 598	..	5	4 676
Bhoutan	3	4	106	..	..	..
Bolivie	1 564	5 188	5 323	17	29	94
Botswana	1 126	1 827	1 300	650	517	809
Burkina Faso	74	28	770	13	0	6
Burundi	34	47	48	1	2	2
Éthiopie	165	941	3 620	..	..	..
ex-République yougoslave de Macédoine	87	540	3 084	..	16	39
Kazakhstan	2 895	10 078	43 381	0	16	2 149
Kirghizistan	144	432	819	..	33	18
Lesotho	179	330	735	0	2	2
Malawi	230	358	590	..	8	20
Mali	342	132	1 326	23	22	44
Mongolie	38	182	1 326	..	..	..
Népal	14	72	126	..	..	..
Niger	327	45	188	109	117	114
Ouganda	277	807	2 909	..	..	..
Ouzbékistan	106	698	1 648	..	..	..
Paraguay	643	1 327	2 003	179	214	167
République centrafricaine	80	104	204	41	43	45
République démocratique populaire lao	211	556	1 180	8	21	20
République de Moldova	97	449	1 813	18	23	41
Rwanda	51	55	170	..	..	..
Swaziland	535	536	889	135	87	72
Tadjikistan	40	136	1 046	..	..	..

Pays	Stock intérieur			Stock extérieur		
	1995	2000	2007	1995	2000	2007
Tchad	331	577	5 085	70	70	70
Turkménistan	415	949	3 928	..	..	..
Zambie	1 553	2 332	5 375	..	..	..
Zimbabwe	496	1 238	1 492	129	234	245
Pays en développement sans littoral	12 463	34 302	100 645	1 394	1 461	8 646
Pays en développement	851 534	1 738 255	4 246 739	329 400	861 842	2 288 073
Monde	2 914 356	5 786 700	15 210 560	2 941 198	6 148 211	15 602 339

Tableau A3

Entrées et sorties d'IED en pourcentage de la formation brute de capital fixe

Pays	Entrées en pourcentage de la formation brute de capital fixe				Sorties en pourcentage de la formation brute de capital fixe			
	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007
Afghanistan	0,1	18,8	16,8	16,0	0,0	..	..	..
Arménie	17,2	16,4	20,0	16,9	0,0	0,5	0,1	-0,1
Azerbaïdjan	23,6	30,7	-9,6	-81,8	0,0	22,3	11,3	4,9
Bhoutan	0,3	2,1	1,2	11,3	0,0	..	..	..
Bolivie	32,5	-23,2	17,2	9,6	0,2	0,2	0,2	0,2
Botswana	1,5	14,7	26,9	24,4	0,8	2,9	2,8	2,5
Burkina Faso	1,5	2,7	2,4	37,0	0,3	0,0	0,1	-0,2
Burundi	2,6	0,5	0,0	0,0	0,3	..	..	..
Éthiopie	5,8	11,4	20,8	7,6	0,0	..	..	..
ex-République yougoslave de Macédoine	8,4	9,8	38,6	24,6	0,0	0,3	0,0	-0,1
Kazakhstan	22,5	12,3	25,4	32,5	0,1	-0,9	-1,6	10,0
Kirghizistan	16,7	10,8	38,3	33,1	1,4	0,0	0,0	0,0
Lesotho	5,2	11,2	15,5	16,7	0,0	..	..	..
Malawi	7,5	14,3	15,9	26,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Mali	4,8	26,4	7,6	30,1	0,0	-0,1	0,1	0,1
Mongolie	6,0	21,0	26,6	24,3	0,0	..	..	..
Népal	0,6	0,2	-0,5	0,4	0,0	..	..	..
Niger	4,0	5,6	7,7	3,5	2,4	-0,8	-0,1	0,1
Ouganda	8,3	17,6	15,8	12,3	0,0	..	..	..
Ouzbékistan	1,5	2,8	5,5	5,6	0,0	..	..	..
Paraguay	8,8	3,7	9,6	8,3	0,5	0,4	0,2	0,3
République centrafricaine	2,0	21,5	22,4	29,0	2,2	..	..	..
République démocratique populaire lao	27,6	3,0	17,7	26,1	1,1	..	..	..
République de Moldova	15,0	31,9	29,1	37,3	0,5	0,0	-0,1	1,0
Rwanda	1,5	3,2	3,3	12,2	0,0	..	3,0	2,4
Swaziland	27,8	-9,8	7,7	7,5	5,5	-4,8	0,5	0,6
Tadjikistan	9,1	27,5	111,5	99,9	0,0	..	..	..
Tchad	17,2	48,2	45,4	34,8	2,0	..	..	..
Turkménistan	10,3	31,4	47,0	41,9	0,0	..	..	..

Pays	Entrées en pourcentage de la formation brute de capital fixe				Sorties en pourcentage de la formation brute de capital fixe			
	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007
Zambie	31,1	19,9	22,8	35,6	0,0	..	..	..
Zimbabwe	6,2	202,0	39,8	153,8	1,0	2,2	0,0	6,9
Pays en développement sans littoral	11,2	14,4	18,9	17,3	0,7	3,4	0,9	6,3
Pays en développement	9,2	11,4	12,5	12,6	3,8	4,3	6,5	6,4
Monde	7,7	9,7	12,9	14,8	7,9	9,0	12,2	16,2

Tableau A4

Stocks intérieurs et extérieurs d'IED en pourcentage du produit intérieur brut

Pays	Stock intérieur d'IED en pourcentage du produit intérieur brut					Stock extérieur d'IED en pourcentage du produit intérieur brut				
	1990	2000	2005	2006	2007	1990	2000	2005	2006	2007
Afghanistan	0,3	0,6	8,6	10,0	12,6	..	..	..	..	..
Arménie	..	30,5	27,8	27,8	26,6	..	0,0	0,2	0,2	0,1
Azerbaïdjan	..	70,8	90,1	54,1	22,4	..	0,1	27,8	20,9	15,9
Bhoutan	0,7	1,0	2,6	3,0	8,1	..	..	..	..	..
Bolivie	21,1	61,8	51,4	44,7	40,6	0,1	0,4	0,9	0,8	0,7
Botswana	37,5	37,4	8,3	8,1	11,3	12,8	10,6	8,2	7,7	7,0
Burkina Faso	1,2	1,2	1,4	2,8	11,3	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Burundi	2,6	6,6	5,9	5,1	4,8	0,0	0,3	0,3	0,3	0,2
Éthiopie	1,1	12,0	24,8	25,3	18,6	..	..	..	..	..
ex-République yougoslave de Macédoine	..	15,0	35,9	43,8	41,1	..	0,4	1,1	0,6	0,5
Kazakhstan	..	55,1	44,4	40,1	41,9	..	0,1	-2,0	-1,2	2,1
Kirghizistan	..	31,5	22,9	22,4	21,8	..	2,4	6,0	0,1	0,5
Lesotho	13,4	38,2	36,9	43,5	45,9	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1
Malawi	13,0	20,5	24,2	24,1	23,7	..	0,5	0,8	0,8	0,8
Mali	9,1	5,0	15,9	16,2	20,5	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7
Mongolie	0,0	19,2	34,3	35,6	34,0	..	..	..	..	..
Népal	0,3	1,3	1,8	1,7	1,6	..	..	..	..	..
Niger	11,4	2,7	3,1	4,8	4,8	2,2	7,0	3,5	3,3	2,9
Ouganda	0,2	14,1	22,0	23,4	25,9	..	..	..	..	..
Ouzbékistan	..	5,1	8,7	8,6	7,4	..	..	..	..	..
Paraguay	8,5	18,7	17,2	19,2	16,7	2,7	3,0	2,1	1,7	1,4
République centrafricaine	7,4	11,5	12,0	12,5	11,9	1,4	4,8	3,4	3,1	2,6
République démocratique populaire lao	1,4	32,1	23,3	24,6	30,5	..	1,2	0,7	0,6	0,5
République de Moldova	..	34,8	35,4	38,1	41,2	..	1,8	1,0	0,9	0,9
Rwanda	1,3	3,2	3,7	4,5	6,4	..	..	..	..	..
Swaziland	38,5	38,6	29,8	30,4	30,3	4,4	6,3	2,7	2,5	2,5
Tadjikistan	..	15,8	13,2	23,0	28,2	..	..	..	..	..
Tchad	16,2	41,7	64,3	67,5	71,7	2,4	5,1	1,2	1,1	1,0
Turkménistan	..	22,8	41,3	48,1	49,1	..	..	..	..	..
Zambie	27,3	72,0	51,6	40,0	48,2	..	..	..	..	..

Pays	Stock intérieur d'IED en pourcentage du produit intérieur brut					Stock extérieur d'IED en pourcentage du produit intérieur brut				
	1990	2000	2005	2006	2007	1990	2000	2005	2006	2007
Zimbabwe	3,2	22,0	62,1	80,6	189,5	0,9	4,2	10,9	13,7	31,2
Pays en développement sans littoral	8,5	28,5	33,6	31,9	30,2	2,4	2,0	3,0	2,7	3,7
Pays en développement	13,6	25,2	25,5	26,7	29,8	4,0	12,9	12,6	14,2	16,5
Monde	9,1	18,1	22,5	25,5	27,9	8,5	19,4	23,6	26,3	28,9

Pays/région	Cessions				Acquisitions			
	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007	1990-2000 (moyenne annuelle)	2005	2006	2007
Tadjikistan	-	12	-	5	-			
Tchad	2	-	-	-	0			
Turkménistan	-	47	-	-	-			
Zambie	47	8	4	-	-	29	-	25
Zimbabwe	14	0	-	49	10	-	1	5

Note: Les données ne concernent que les transactions portant sur une prise de participation supérieure à 10 %.

Tableau A6

**Classement des pays en fonction de l'indicateur de performance des entrées d'IED,
de l'indicateur du potentiel d'accueil d'IED et de l'indicateur de performance
des sorties d'IED, 2005-2007^a
(en millions de dollars)**

Pays	Indicateur de performance des entrées d'IED		Indicateur du potentiel d'accueil d'IED		Indicateur de performance des sorties d'IED	
	2006	2007	2005	2006	2006	2007
Afghanistan	..	..	..	..	..	..
Arménie	29	39	72	73	87	102
Azerbaïdjan	14	140	67	64	10	26
Bhoutan						
Bolivie	132	129	87	90	98	103
Botswana	55	66	78	78	69	67
Burkina Faso	130	75	126	127	117	113
Burundi	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	59	92	135	134	..	..
ex-République yougoslave de Macédoine	50	63	109	107	100	107
Kazakhstan	26	23	49	46	128	46
Kirghizistan	45	55	116	110	29	112
Lesotho	..	..	..	..	..	..
Malawi	79	109	138	137	89	97
Mali	85	74	120	123	107	110
Mongolie	19	16	75	71	..	..
Népal	138	136	137	136	..	..
Niger	121	125	129	133	103	117
Ouganda	60	73	114	117	..	..
Ouzbékistan	117	124	95	98	..	..
Paraguay	118	116	108	108	88	96
République centrafricaine	..	..	..	..	..	..
République démocratique populaire lao	..	..	..	..	..	..
République de Moldova	27	19	83	79	99	88
Rwanda	129	117	132	135	70	71
Swaziland	..	..	..	..	..	..
Tadjikistan	18	17	97	93	..	..

Pays	Indicateur de performance des entrées d'IED		Indicateur du potentiel d'accueil d'IED		Indicateur de performance des sorties d'IED	
	2006	2007	2005	2006	2006	2007
Tchad	..	..	..	..	..	..
Turkménistan	..	..	..	..	..	..
Zambie	39	38	131	129	..	..
Zimbabwe	92	59	141	141	101	86

Source: CNUCED.

Note: Couvre 141 pays. L'indicateur potentiel est calculé sur la base de 12 variables économiques et structurelles.

^a Moyennes mobiles sur trois ans, utilisant les données des trois années précédentes, y compris l'année en question.

Notes

- ¹ Voir aussi «Les sociétés transnationales et le défi des infrastructures». CNUCED, *World Investment Report 2008*, New York et Genève. 2008: 85 ff.
- ² Pour plus d'informations sur les pays les moins avancés, voir: CNUCED, *Rapport 2008 sur les pays les moins avancés*. New York et Genève, 2008.
- ³ Programme d'action d'Almaty: Partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit. A/CONF.202/3.
- ⁴ CNUCED. Accord d'Accra, Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement, douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Accra, 2008: par. 150.
- ⁵ CNUCED. *FDI in Landlocked Developing Countries at a Glance*. UNCTAD/ITE/IIA/2003/5. New York et Genève, 2003: 6.
- ⁶ Chowdury AK et Erdenebileg S. *Geography against development*. New York, 2006: 7 ff.
- ⁷ Stone JI. Infrastructure Development in Landlocked and Transit Developing Countries: Foreign Aid, Private Investment and the Transport Cost Burden of Landlocked Developing Countries. UNCTAD/LDC/112. New York. 2001: 10.
- ⁸ Arvis J-F, Raballand G et Marteau J-F. The cost of being landlocked: Logistics costs and supply chain reality. World Bank Policy Research Paper 4258. 2007: 4.
- ⁹ CNUCED. *World Investment Report 1998*. New York et Genève. 1998: 188.
- ¹⁰ CNUCED. *World Investment Report 1998*. New York et Genève. 1998: 91.
- ¹¹ CNUCED. *World Investment Report 2007*. New York et Genève. 2007: 38-39.
- ¹² Ibid.: 39 ff.
- ¹³ En modifiant certaines dispositions de la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique (AGOA), l'AGOA Acceleration Act de 2004 (AGOA III du 12 juillet 2004) proroge l'accès préférentiel pour les produits exportés par les pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne jusqu'au 30 septembre 2015.
- ¹⁴ Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mali, Mongolie, Népal, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Rwanda, Swaziland, Tadjikistan, Zambie, Zimbabwe.

¹⁵ Communauté andine, Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), Initiative de la baie du Bengale en matière de coopération technique et économique multisectoriel (BIMSTEC), Accord de libre-échange de l'Europe centrale (ALEEC), Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Marché commun du Sud (Mercosur), Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMAO).
